



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE

Secrétariat Général Service des ressources humaines Sous-direction du développement professionnel et des relations sociales Bureau des affaires statutaires et réglementaires Adresse : 78 rue de Varenne – 75349 Paris 07 SP Suivi par : Odile SCHELTIE Tél : 01 49 55 48 06 Fax : 01 49 55 83 20 Réf. Interne : conge representation Réf. Classement :	NOTE DE SERVICE SG/SRH/SDDPRS/N2005-1269 Date: 13 octobre 2005
---	---

Date de mise en application : immédiate

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche

Annule et remplace :

Date limite de réponse :

à

📄 Nombre d'annexe: 0

Objet : Congé de représentation

Bases juridiques :

- article 34 (10°) de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat
- décret n° 2005-1237 du 28 septembre 2005 relatif aux modalités d'attribution aux fonctionnaires et aux agents non titulaires du congé de représentation

Résumé : La présente note :

- précise les règles applicables en matière d'absences liées aux activités associatives
- complète et modifie la note de service DGA/SDDPRS/N°2003-1053 du 5 février 2003
-

MOTS-CLES : CONGE DE REPRESENTATION

Destinataires	
Pour exécution : Administration centrale Services déconcentrés Etablissements d'enseignement	Pour information : Etablissements publics Syndicats

La note de service DGA/SDDPRS/N2003-1053 du 5 février 2003 précisait les congés et autorisations d'absence accordés à raison des activités mutualistes ou associatives.

Suite à l'entrée en vigueur des dispositions du décret n°2005-1237 du 28 septembre 2005 relatif aux modalités d'attribution aux fonctionnaires et aux agents non titulaires du congé de représentation, le bénéfice du congé de représentation est élargi aux agents non titulaires. Par ailleurs, les règles applicables s'agissant du dépôt de la demande de congé sont dorénavant précisément déterminées. Enfin, le décret susvisé établit un nombre maximal de jours octroyés par administration au regard de l'importance en termes d'effectifs de l'administration concernée, et ce pour une année.

I-Rappel des dispositions existantes

(cf note de service n°2003-1053 du 5 février 2003)

Le congé de représentation est accordé à l'agent pour siéger comme représentant d'une association ou d'une mutuelle, dans une instance, consultative ou non, instituée par une disposition législative ou réglementaire auprès d'une autorité de l'Etat à l'échelon national, régional ou départemental, ou d'une collectivité territoriale. Exemple : comité départemental sur la prévention de la délinquance.

Ce congé avec traitement est accordé sous réserve des nécessités de service. Il peut être fractionné. Il ne peut dépasser neuf jours ouvrables par an.

Pour une même année, ce congé ne peut se cumuler que dans la limite de douze jours par an avec :

- le congé pour formation syndicale
- le congé cadre jeunesse

Ces deux congés sont prévus aux articles 34 (7) et (8) de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 et l'article 11 (2 et 3) du décret n°86-83 du 17 janvier 1986

II-Dispositions nouvelles

Les agents non titulaires peuvent dorénavant bénéficier du congé de représentation

Les agents désireux de bénéficier du congé de représentation doivent au moins 15 jours avant la date de début du congé sollicité, présenter à l'autorité dont ils relèvent une demande écrite, précisant la date et la durée de l'absence envisagée et accompagnée de tous les éléments et documents justifiant qu'ils ont reçu mandat d'une association ou d'une mutuelle, pour la représenter à l'occasion d'une réunion organisée par une des instances de l'Etat ou d'une collectivité territoriale.

A son retour de congé, l'agent remet à l'autorité dont il relève une attestation, établie par le service responsable de la convocation des membres de l'instance au titre de laquelle a été accordé le congé pour représentation, constatant sa présence effective à la réunion de cette instance.

Le bénéfice du congé peut être accordé aux agents par l'autorité dont ils relèvent dans la limite d'un nombre maximal de jours de congé fixé pour une année, par administration centrale, par service à compétence nationale, par service déconcentré, par collectivité territoriale ou par établissement public, dans les conditions suivantes :

- 1° Lorsque le nombre d'agents publics employés est inférieur à 50 : 9 jours ;
- 2° Lorsque le nombre d'agents publics employés est compris entre 50 et 99 : 18 jours ;
- 3° Lorsque le nombre d'agents publics employés est compris entre 100 et 199 : 27 jours ;
- 4° Lorsque le nombre d'agents publics employés est compris entre 200 et 499 : 72 jours ;
- 5° Lorsque le nombre d'agents publics employés est compris entre 500 et 999 : 90 jours ;
- 6° Lorsque le nombre d'agents publics employés est compris entre 1 000 et 1 999 : 108 jours ;
- 7° Lorsque le nombre d'agents publics employés est égal ou supérieur à 2 000 : 108 jours, auxquels s'ajoutent 18 jours par an chaque fois que l'effectif franchit un seuil de 1 000 agents publics supplémentaires.

Le Secrétaire Général

Dominique SORAIN